

Ni droite, ni gauche : l'idéologie fasciste

*La matrice française du fascisme selon Zeev Sternhell*¹

Gabriel Maissin

Dans le domaine des théories explicatives du fascisme, Zeev Sternhell occupe une place singulière. Ses ouvrages ont suscité lors de leur sortie une polémique intellectuelle virulente car, ils prenaient à contre-pied l'historiographie française de l'après-guerre qui avait construit la thèse de l'immunité française au fascisme. Selon celle-ci, si le fascisme n'a pas pris racine en France, c'est que le terrain politique était entièrement labouré par les différents courants de la droite qui se sont forgés à partir de la Révolution française ou en réaction à celle-ci. La Révolution nationale de Pétain avec son fameux *Travail, Famille, Patrie* devait être interprété comme le cri de ralliement d'une droite réactionnaire et autoritaire, certes, mais en aucun cas comme le programme d'un régime fasciste.

La spécificité du régime de Vichy est-elle suffisante pour occulter les lois raciales et le zèle des rafles et déportations, l'apologie de la dictature pétainiste et la nouvelle mythologie d'une nation purifiée et rurale ?² Non, répond Sternhell, le cas français est loin d'être une exception. Plutôt qu'un fascisme tardif et superficiel, il nous offre la possibilité de percevoir les prémisses et la dynamique du fascisme à l'œuvre de la fin du XIX^e siècle à l'entre-deux guerres.

La matrice française du fascisme

Traditionnellement, on trouve dans l'Italie mussolinienne la marque de fabrique du fascisme, l'étymologie du terme étant là pour l'attester. Le national-socialisme hitlérien étant quant à lui une hypertrophie de ces caractéristiques premières, augmentée d'un racisme biologique culminant dans l'extermination des juifs. Qu'il faille chercher dans la

¹ Politique, Revue d'analyse et de débats, N° 40 - juin 2005, Bruxelles

² Robert O. Paxton, *La France de Vichy, 1940-1944*, Paris, 1973, rééd. Seuil, 1998, Les archives allemandes montrent le rôle actif et souvent anticipateur du régime dans sa collaboration à la solution finale nazie. Sous couvert de mener à bien sa *Révolution nationale*, Vichy proposa à l'Allemagne une véritable collaboration d'état.

France post-révolutionnaire et républicaine la matrice idéale du fascisme, peut être assimilée à de la provocation.

Pourtant, le travail de Sternhell, n'a rien d'une provocation. Il agit d'un travail minutieux de plus de trente ans, qui s'amorce avec son *Maurice Barrès et le nationalisme français*, s'amplifie avec *La droite révolutionnaire* et culmine avec *Ni droite ni gauche*.³ En historien des idées Sternhell, donne la priorité absolue à discerner les origines idéologiques du fascisme, à suivre la formation d'une synthèse originale, révélatrice d'un idéal-type du fascisme. Ce système idéologique prend naissance, selon lui, dans les dernières années du XIX^e siècle, il mûrit à l'approche de la Grande guerre et s'épanouit dans l'entre-deux guerres : « jusqu'au désastre de 1940, l'ère fasciste en France y a été celle des mouvements et des idéologies et non celle d'un régime. Car c'est avant d'avoir conquis le pouvoir, avant que pressions et compromis ne le transforment en groupes gouvernementaux, que les mouvements et les idées présentent leur image la plus fidèle. La nature d'une idéologie politique est toujours plus claire dans ses aspirations que dans ses applications. »

Pour Sternhell, c'est en France que la droite radicale acquiert le plus rapidement les caractéristiques essentielles du fascisme, à la veille de la Grande guerre, « alors que le mot n'existe pas, le phénomène est déjà là, pourvu d'un cadre conceptuel bien solide. Pour devenir une force politique il n'attend plus que l'éclosion de conditions socio-économiques propices » .

L'archétype du fascisme est avant tout une forme extrême de réaction idéologique et culturelle contre l'héritage de la Révolution française, contre le matérialisme et le rationalisme, contre le libéralisme politique et contre une certaine conception utilitariste de la société et de l'État. La nation occupe évidemment un rôle pivot dans cette réaction. La vision de la nation portée par les théoriciens des Lumières était celle d'une collectivité d'individus adhérant à un système de droits et de devoirs, faisant d'eux des citoyens. La nation est en quelque sorte construite, artificielle. Au contraire la vision qui deviendra celle du fascisme est celle d'une nation organique, close sur elle-même, disposant de son génie propre et dont les membres sont unis par les

³ Zeev Sternhell, *Maurice Barrès et le nationalisme français*, Editions Complexe, 1985 (1ère édition 1972)

Zeev Sternhell, *La droite révolutionnaire (1885 - 1914), Les origines françaises du fascisme*, Fayard, 2000 (1ère édition 1978)

Zeev Sternhell, *Ni droite, ni gauche. L'idéologie fasciste en France* (1ère édition 1983) Éditions Complexe, 2000.

liens du sang.⁴ Cette vision est portée par des figures intellectuelles et politiques de premier plan, mais aussi par des mouvements politiques de masse. Pour comprendre l'émergence de ce « *nationalisme de la terre et des morts* », Sternhell consacrera un ouvrage, devenu un classique, à l'œuvre de Maurice Barrès.

En lisant Barrès, ce romancier qui fut aussi académicien et homme politique, et en le resituant dans le contexte intellectuel de son époque, Sternhell à l'intuition que quelque chose de nouveau est en train de se concrétiser au tournant du XIX^e siècle : « *un véritable système idéologique* » qui n'était issu ni de la matrice conservatrice, ni de la pensée libérale, ni du marxisme émergeant. Dans la période qui va de la défaite de la Commune de Paris (1871) à l'Affaire Dreyfus (1894-99) se dessine les fondements d'une droite révolutionnaire, conduite à jouer non seulement un rôle idéologique, mais aussi politique jusqu'au lendemain de la seconde guerre mondiale.

Les écrits romanesques et politiques de Maurice Barrès fournissent le véritable creuset où se constitue cet alliage très particulier que sera, au-delà de la première guerre mondiale, le fascisme. Dès 1889, Barrès affirmera « *que la nation est un corps. La nation est serrée autour de son église et de son cimetière. On ne devient pas membre de cette nation qui a plus de mille ans en recevant de la préfecture de Police juste une carte d'identité. Les ennemis de la nation, ce sont les marxistes, les francs-maçons et les juifs.* »

Le nationalisme de la droite révolutionnaire

Mais le nationalisme barrésien va parcourir une série d'évolutions et de mutations. Il n'est pas immédiatement ancré à droite. Il se veut proche des courants socialistes et syndicalistes révolutionnaires avec qui il partagera une critique virulente de l'ordre bourgeois, du cosmopolitisme de la finance internationale. Il chantera même les louanges d'un certain socialisme français, tout imprégné de Rousseau. Mais il affirmera qu'il faut s'opposer au marxisme en tant que socialisme alliant « *l'esprit des durs logiciens juifs* » avec « *le sentiment du ventre* » propre au socialisme allemand. Avec quelques décennies d'avance, on trouve déjà ici les thèmes qui seront ceux d'un Henri de Man dans sa critique antimarxiste. Cette critique se voulait fonctionnelle pour contrer un courant qui prônait non seulement la

⁴ « *La poutre maîtresse du programme national-socialiste est d'abolir le concept libéral de l'individu comme le concept marxiste de l'humanité, et de leur substituer celui de la communauté du Volk, enracinée dans le sol et unie par les chaînes d'un même sang* » (Hitler, au Reichstag, 1937)

lutte des classes, mais aussi l'internationalisme, les deux ennemis jurés de la nation.

Barrès n'est pas l'inventeur du fascisme, ce serait anachronique affirme Sternhell, mais il en est bien le précurseur, celui qui en défendant un certain « *socialisme nationaliste* » jettera les bases du national-socialisme.

5

Dans *La droite révolutionnaire*, l'étude de la période allant de 1885 à 1914, Sternhell insiste sur le rôle de l'antisémitisme et de son impact politique tant sur les courants socialisants que sur les composantes libérales ou conservatrices. Il expose l'importance de la constitution d'une droite prolétarienne et l'impact du mouvement initié par Charles Maurras : *l'Action française*.⁶ Mais surtout, il montre comment une *droite révolutionnaire* développe les bases de l'idéologie fasciste à partir des fondements génétiques du racisme, de l'union organique entre Capital et Travail, de la définition d'un régime antidémocratique, du culte du chef et de la nécessité, pour entretenir l'énergie des masses, de mythes, récits et images destinés à la propagande d'État. Ces composantes, à ne pas confondre avec celles de la droite conservatrice et réactionnaire, militent pour le bouleversement de l'ordre établi.

Ce nationalisme de la droite révolutionnaire va réussir « *son saut par-dessus la Grande guerre* » et se retrouvera aux premières lignes pour étendre et diffuser les thèmes de ce « *fascisme mystique et romantique* ». Pourtant pour que la synthèse fasciste française soit complète, il faudra aussi que les composantes d'un « *fascisme planiste et technocratique* » se développent à la faveur du passage de gauche à droite d'éléments socialement avancés.

Du socialisme éthique au national-socialisme

Au cœur de *Ni gauche, ni droite* sont analysés les apports de la « *révision antimatérialiste du marxisme* » à cette synthèse fasciste. Sternhell consacre plusieurs chapitres à l'analyse des écrits et des engagements de certaines figures emblématiques du mouvement socialiste, du syndicalisme révolutionnaire ou des théoriciens d'inspiration

⁵ Ainsi le parcours d'un Marcel Déat, (1894 - 1955), homme politique français, socialiste, puis néo-socialiste, figure de la collaboration sous le régime de Vichy.

⁶ *L'Action française* est une école de pensée et un mouvement politique nationaliste républicain et antidreyfusard, qui deviendra royaliste sous l'impulsion de Charles Maurras, essayiste, poète, homme politique et académicien (1868 - 1952) et de son nationalisme intégral. Elle éditera un quotidien du même nom (1908 - 1944). Ce mouvement pour le rétablissement de la monarchie existe toujours en France.

marxiste. Parmi celles-ci une place toute particulière est attribuée à Georges Sorel pour l'avant-guerre de 1914 et à Henri de Man pour l'entre-deux guerres.

Georges Sorel, cet intellectuel qui introduisit le marxisme dans le mouvement ouvrier français au tournant du XX^e siècle s'opposera très tôt à un certain déterminisme économique et sera parmi les critiques virulents du gradualisme et du parlementarisme de la gauche française. Progressivement ses conceptions vont évoluer, pour ne plus voir dans la grève générale un moyen privilégié de l'action ouvrière, mais bien une manifestation de l'énergie et des qualités morales d'un prolétariat chargé d'une véritable mission de *régénération* de la civilisation.

Mais au moment où cette révision éthique du marxisme est achevée, Sorel constatera que « *ce prolétariat appelé à fonder à brefs délais une civilisation de producteurs n'existe nulle part* ». Il lui substituera alors la nation et la tradition comme seules forces capables d'endiguer la décadence. Cet itinéraire intellectuel sera aussi pour beaucoup de militants socialistes et syndicalistes un itinéraire politique, qui ira d'un certain radicalisme au nationalisme. Au-delà de la France, l'influence de Sorel sera considérable sur les syndicalistes révolutionnaires italiens, dont certains fourniront les premiers contingents de l'organisation fasciste mussolinienne.

L'autre figure emblématique est celle du belge Henri de Man ⁷, qui aura une influence intellectuelle importante en France, mais aussi en Italie et en Allemagne. Cette influence se manifeste sur deux niveaux.

Le premier est celui d'une mise en cause du marxisme ⁸, en tentant de faire découler le socialisme d'une norme éthique supérieure, comparable à l'esprit du christianisme et qui n'aurait aucun fondement à chercher dans les méandres de l'exploitation capitaliste. D'ailleurs, « *l'infériorité sociale des classes laborieuses ne repose ni sur une injustice politique, ni sur un préjudice économique, mais sur un état psychologique [...] leur propre croyance en cette infériorité* ».

Le second plan sera celui d'une nouvelle conception des relations entre économie et politique, forgée dans la situation de crise aiguë des

⁷ Militant et intellectuel socialiste. Président du P.O.B de 1939 à 1940. Le 28 mai 1940, après avoir attribué au fascisme une mission révolutionnaire et invité les travailleurs à la collaboration, il dissout le parti.

⁸ Les principaux ouvrages à retenir ici sont : *Au-delà du marxisme* (1927), *La joie au travail* (1930), *Le plan du travail* (1933), *L'idée socialiste* (1935) et *Corporatisme et socialisme* (1935).

années trente : le planisme. Le fameux Plan du travail, présenté en 1933 par De Man au congrès du P.O.B, était interprété par les dirigeants socialistes, Emile Vandervelde en tête, comme un programme d'action du parti pour répondre à la crise économique. Dans le chef de de Man et de ses partisans français, le planisme est le fruit d'une élaboration théorique imposante qui cherche à poser les bases d'une troisième voie entre un capitalisme en crise et un maximalisme qui prône la nationalisation des moyens de production.

En fait, explique Sternhell, à la faveur de ce débat et dans le contexte des années trente, ce que le planisme va permettre de faire progresser se sont certaines conceptions fonctionnelles au fascisme. « *L'idéologie planiste contribue à stabiliser l'ordre existant, [...] elle n'entend pas atteindre la société capitaliste dans son pouvoir de décision économique. Le planisme n'envisage en fait, que le transfert d'une partie, plus ou moins importante, de ce pouvoir vers l'État [...]. Dans le planisme, l'essentiel n'est pas la rationalisation de l'économie nationale, mais l'embrigadement de toutes les classes sociales, dans le cadre d'un État fort* ».⁹ Même si Sternhell, rappelle justement, qu'avec son Plan, de Man propose de prendre la montée du fascisme de vitesse. Les intentions ne suffiront pas. L'idéologie fasciste, par contre, se nourrira bien de cette vision de la suprématie du politique sur l'économique.

Il faudrait encore pour rendre compte de l'ampleur du travail évoquer ce que Sternhell appelle « *la tentation fasciste* » qui n'épargnera pas les milieux chrétiens autour de la figure du fondateur du courant personnaliste et de la revue *Esprit*, Eugène Mounier.¹⁰

Forces et faiblesses d'une histoire des idées

Voici donc une œuvre impressionnante, basée sur une recherche documentaire énorme et de longue haleine, mais qui n'emporte pas complètement l'adhésion. Certes, il faut souligner, l'approche originale de l'historien des idées. À contre-pied des systèmes explicatifs qui minimisent le rôle des représentations et du discours, elle montre qu'il est possible de construire une véritable matrice idéelle du fascisme.

⁹ Denis Boneau, *Le planisme, une idéologie fasciste française*, novembre 2004 sur www.reseauvoltaire.net/article/15364.html

¹⁰ Emmanuel Mounier (1905 - 1950), philosophe, chef de fil du *personalisme*. Réfutant à la fois la vision *libérale* de l'individu et la vision *étatiste* attribuée au stalinisme. Inspirant une nouvelle voie *communautariste*. Certains tenants de ce courant, se retrouveront dans des initiatives du régime de Vichy comme celles vers la jeunesse dans l'optique de la *Révolution nationale*. D'autres seront des résistants anti-nazi avec le *Mouvement Combat*.

Synthèse produite à partir d'un nationalisme organique et d'un socialisme anti-marxiste et anti-démocratique, le fascisme est une idéologie révolutionnaire, au sens fort, s'opposant à l'ordre des choses de la société libérale. S'opposant frontalement à l'héritage des Lumières, le fascisme s'engage à créer une nouvelle civilisation, un nouveau type d'être humain et une façon de vivre entièrement nouvelle. Le fascisme ne pouvait concevoir qu'une sphère quelconque de l'activité humaine put se soustraire à l'intervention de l'État. En dehors de la phase de prise et d'exercice du pouvoir, ce mouvement des idées, ne progresse pas de front, comme un bloc homogène. Le fascisme a eu besoin pour se propager de vecteurs idéologiques comme le nationalisme, le solidarisme socialisant, l'homogénéité linguistique et culturelle du peuple, le racisme,... Auxquels il peut même donner des contenus changeants et fluctuants. On se rappellera que l'antisémitisme peut-être culturel, social ou biologique. Qu'un certain humanisme catholique et qu'un certain socialisme radical aient pu contribuer à la naissance et à l'élaboration de la synthèse fasciste est sans doute une leçon de choses à retenir.

Sternhell a eu le mérite de nous faire pénétrer dans le laboratoire des idées fascistes. Il nous force à en comprendre les recettes et les alchimies parfois surprenantes. Il montre comment sur base de cette élaboration, souvent sophistiquée et brillante, une part substantielle de l'intelligentsia, de droite et de gauche, a pu s'en faire le porte-parole et comment elle a pu devenir l'horizon politique non seulement des classes moyennes enragées, mais également d'une base populaire.

Il n'empêche que malgré toutes ces qualités, on n'en reste pas moins dubitatif. Ainsi lorsque Sternhell affirme « *les mouvements fascistes – tous les mouvements fascistes – participent de la même généalogie* », il confirme qu'il est bien à la recherche d'un idéal-type du fascisme, mais ne va-t-il pas trop loin dans la généralisation ? Est-il possible de détacher ainsi l'idéologie de l'histoire du mouvement des forces sociales dont elle est l'expression, de l'action proprement politique qui se déploie et des institutions qu'il érige ou qu'il abat ?

Pour reprendre la critique que fait Emilio Gentile de la position de Sternhell, on dira de manière lapidaire « *qu'une histoire du **fascisme-idéologie** [ns] faisant abstraction du **fascisme-parti** [ns] et du **fascisme-régime** [ns] serait une histoire tronquée, parce qu'elle exclurait de la définition même de l'idéologie fasciste tout ce qui fut élaboration idéologique de*

*l'expérience vécue du fascisme dans son évolution, avant et après la conquête du pouvoir. »*¹¹

Une histoire du fascisme qui ne prendrait pas en compte l'histoire sociale et ses conflits, la sociologie des comportements, les données proprement politiques, la conjoncture économique ne pourrait prétendre à rendre compte de la complexité et de la réalité du phénomène. « *Le fascisme ne surgit pas du néant et ne se développa pas uniquement de son propre mouvement* » affirme encore Gentile en demandant que soit prise en compte l'épaisseur de l'histoire nationale pour donner au fascisme sa véritable dimension. Il y a bien un fascisme italien et un national-socialisme allemand. Il y a bien eu des mouvements comme le Vlaams Nationaal Verbond ou Rex en Belgique, qui n'arrivèrent pas au pouvoir. Il y a eu également des régimes qui, comme celui de Vichy, ne vinrent au pouvoir qu'à l'ombre d'une défaite militaire.¹² Se mettant en quelque sorte à distance de l'histoire globale pour privilégier une histoire des idées, la définition du fascisme de Sternhell tend à perdre toute historicité.

Dans la conclusion de *Ni gauche, ni droite*, Sternhell nous avertit que : « *Il n'existe pas de société, quelle que soit son histoire, quel que soit son héritage, qui soit immunisée contre les forces de destruction engendrées par le refus des Lumières. Aucune crise économique, aucune défaite militaire, aucun malheur social ne pouvaient à eux seuls engendrer un désastre comparable à celui qui s'est abattu sur l'Europe.* » La prudence du « *à eux seuls* » mise à part, le facteur explicatif, celui qui permettra de parler au-delà des approximations du *totalitarisme* ou des clichés de la *barbarie innommable*, de l'avènement du fascisme est bien l'élaboration intellectuelle d'une « *alternative à la vision de l'individu et de la société engendrée par la modernité idéologique* » celle qui est née aux XVII^e et XVIII^e siècles, une véritable « *révolte morale* » contre la démocratie libérale.

On touche là à une seconde interrogation. N'est-il pas trompeur de présenter, comme beaucoup l'ont fait, le fascisme comme un rejet de la modernité, une réaction au sens premier du terme ? La thèse de Sternhell pourrait alimenter cette tendance. Dès les origines de la démocratie moderne et de l'individualisme libéral auraient existé les idées communautaristes et organicistes de la nation. Celles-ci

¹¹ Emilio Gentile, *Qu'est-ce que le fascisme ? Histoire et interprétation*, Gallimard, Folio, 2004

¹² Robert O. Paxton, *Le fascisme en action*, Seuil, 2004. Sans nier le rôle de l'idéologie, il mesure davantage la distance qui sépare les idées originelles et les réalisations des différents régimes politiques fascistes.

n'attendant que les circonstances pour se développer, se transformer et finalement aboutir à une prise de pouvoir politique et culturelle. Or, dans la foulée de nombreux ouvrages, il est possible de voir le fascisme comme « *un modernisme alternatif* », une sorte de conquête de la modernité, plutôt que son rejet.¹³ Même si cette conquête vise, dans les termes du fascisme, à combattre une modernité *pervortie* par le matérialisme bourgeois, l'individualisme libéral et le collectivisme communiste, pour lui substituer une modernité *saine*. Tout dans l'idéologie fasciste, du moins dans ces versions les plus achevées du nazisme et du fascisme italien, est tourné vers la construction d'une nouvelle civilisation et d'un homme nouveau. Selon l'expression d'Emilio Gentile : « *il existe de nouvelles formes d'autoritarisme et d'irrationalisme qui ne sont en aucune façon des résidus de la société prémoderne, mais naissent des processus mêmes de la modernisation.* »

On en revient ainsi à poser autrement le problème. Ce n'est plus la question : qu'est-ce que le fascisme ? qui est posée, mais : pourquoi le fascisme ? Qu'est-ce qui fait qu'au sein même de cette modernité rationaliste, au cœur de la civilisation occidentale, sont réunies à grande échelle les conditions d'une mise à mort impitoyable, non seulement des idéaux des Lumières et de leurs premières réalisations au plan politique et social, mais surtout de millions d'humains qui en étaient les acteurs ?

Répondre à cette question reste la tâche de l'historiographie contemporaine qui ne peut que multiplier les angles d'attaques en espérant ainsi se rapprocher d'une bien difficile synthèse. Il est même probable qu'une telle synthèse historiographique ne soit pas encore possible tant le fascisme, soixante années après sa défaite, fait toujours partie de l'horizon politique de nos démocraties avancées et des débats qui les animent ou qui les hantent.

Gabriel Maissin

Zeev Sternhell (1935 - 2020)

Professeur d'histoire des idées à l'Université hébraïque de Jérusalem. Docteur es Sciences politiques. Né en Pologne en 1935, réfugié en France à l'issue de la guerre, puis rejoint Israël et devient officier. Revient en France pour défendre sa thèse de doctorat en 1969. Membre du *mouvement Shalom Archav* (La paix maintenant), il milite pour la création d'un État palestinien.

Principaux ouvrages :

- *Maurice Barrés et le nationalisme français*, (1972). Editions Complexe, 1985, 395 p.
- *La droite révolutionnaire (1885-1914), Les origines françaises du fascisme*, (1978),

¹³ Roger Griffin, *The nature of Fascism*, Routledge, Oxford, 1995.

- Gallimard, Folio, 1997, 602 p.
- *Ni droite, ni gauche. L'idéologie fasciste en France* (1983) Éditions Complexe, 2000, 539 p. La dernière édition est augmentée d'une « *Morphologie et historiographie du fascisme en France* », aux éditions Fayard.
- *Naissance de l'idéologie fasciste* (avec Maia Asheri et Mario Sznajder), Fayard, 1989